

# APPEL. Non, l'Arabie saoudite les droits des femmes à l'ONU

**L'**Arabie saoudite, pays où l'on pratique un islam rigoriste, régi par la charia, vient d'être élue membre de la Commission de la condition de la femme des Nations unies pour une période de quatre ans. Ainsi, dans un vote secret, le Conseil économique et social de l'ONU (Ecosoc) permet au royaume wahhabite de siéger au sein de cette commission composée de 45 Etats dont le mandat est de promouvoir les droits des femmes et de veiller à leur autonomie. Pour le Canadien Hillel Neuer, directeur exécutif d'UN Watch, « élire l'Arabie saoudite pour contribuer à la protection des droits des femmes, c'est comme nommer un pyromane chef des pompiers ». Nous partageons cet avis. Cette élection est un véritable scandale, une insulte à l'intelligence !

## Qui a permis cette élection ?

Pour rappel, la Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée en 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies constituée de 58 Etats membres. Bien qu'à cette époque-là aucun Etat n'ait eu à se prononcer contre la déclaration, huit d'entre eux se sont abstenus, dont l'Arabie saoudite, sous le motif de l'incompatibilité de son régime politique avec le principe d'égalité entre les femmes et les hommes tel que garanti dans la déclaration. En matière de droits humains, ce même régime a-t-il évolué depuis pour mériter un siège à la Commission de la condition de la femme des Nations unies ? Sans grand effort, chacune et chacun est en mesure de constater l'apartheid sexuel institutionnalisé par le royaume des Saoud, faisant fi de tous les textes interna-

tionaux en la matière. Certes, nous reconnaissons qu'il y a eu quelques avancées, ici et là, depuis 1948. Trop peu. Trop modestes. Il n'empêche que les femmes y sont toujours considérées comme des mineures à vie. Sans compter que, sur la scène internationale, le royaume saoudien est en grande partie responsable de la promotion d'un islam extrémiste, wahhabo-salafiste, qui prône le djihad, la haine des mécréants et des juifs, la mise à mort des apostats et des homosexuels ainsi que l'emprisonnement des libres-penseurs dont le plus célèbre est Raïf Badawi.

Dans ces conditions, nous ne pouvons accepter que l'Arabie saou-

dite soit catapultée à une commission dont le mandat principal est de garantir et de promouvoir les droits des femmes dans le monde à moins de fermer les yeux sur la nature même de son régime. Dans ce contexte, nous nous interrogeons sur le processus qui a conduit à une telle élection. Qui sont les Etats qui ont voté pour garantir ce fameux siège à l'Arabie saoudite ? Qu'ont-ils reçu en échange ? Avec une telle complaisance, ces mêmes Etats réalisent-ils qu'ils bradent les droits humains et mettent en danger notre sécurité collective ? Selon UN Watch, au moins cinq Etats de l'Union européenne (membres de l'Ecosoc) ont

### POLITIQUE SÉGRÉGATIONNISTE

Un régime qui continue de considérer les femmes comme des mineures à vie ne peut pas siéger au sein d'une commission dont le mandat principal est de garantir et de promouvoir les droits des femmes dans le monde.



# ite ne peut défendre NU!

permis l'élection du royaume. On apprend que la Belgique, en raison d'un cafouillage diplomatique, est du nombre. D'ailleurs, son Premier ministre regrette le vote de son pays! Mais qui sont les autres Etats? Sont-ce la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, le Royaume-Uni, le Portugal, l'Irlande, la Suède, la République tchèque? Nous voulons le savoir. Nous exigeons la vérité!

Alors que les femmes subissent de plein fouet les effets néfastes de la crise économique, du délitement des services publics, du virage de plus en plus autoritaire de plusieurs Etats et de la montée fulgurante des intégrismes religieux ainsi que des

violences qu'ils charrient, nous estimons qu'il est urgent d'envoyer un message clair. Ceux qui participent à créer ces inégalités et à véhiculer ces violences ne sont pas dignes de notre confiance. Il faut, aujourd'hui plus que jamais, protéger les femmes, rendre accessibles les soins de santé et les droits sexuels et reproductifs, garantir le droit à l'éducation, à la culture et au travail, faire en sorte que les femmes puissent exercer leur citoyenneté à part entière. Nos droits ne sont pas à vendre! Nos libertés ne sont pas négociables! Notre dignité n'est pas à brader! Arrêtez de nous mentir, l'Arabie saoudite n'est pas l'alliée des femmes!

## LA DOCTRINE SAOUDIENNE MET EN PÉRIL LA PAIX DES NATIONS.

Nous devons être conscients que, face à la montée des extrémismes politiques et de la menace des intégrismes religieux, notre responsabilité est de défendre la démocratie et de veiller au respect des droits humains fondamentaux. Dans cette lutte, la politique des Etats démocratiques ne doit souffrir d'aucune incohérence, d'aucune ambiguïté. On ne peut prétendre combattre un Daech sur le front du Moyen-Orient pour normaliser la venue d'un Daech bis au sein des instances onusiennes. La doctrine officielle de l'Arabie saoudite met en péril la paix des nations et la fraternité entre les peuples.

Nous demandons à nos Etats respectifs, la France, le Québec, le Canada et la Belgique, de dénoncer l'élection de l'Arabie saoudite à la Commission de la condition de la femme des Nations unies. Nous exigeons son exclusion ainsi que celle de l'Iran, deux pays qui pratiquent des politiques ségrégationnistes à l'endroit des filles et des femmes. ■

### Personnalités signataires

Henda Ayari (Libératrices), Djemila Benhabib (écrivain), Gérard Biard (*Charlie Hebdo*), Danielle Bousquet (députée honoraire), Marika Bret (*Charlie Hebdo*), Sérénade Chafik (Les Dorine), Laure Caille (Libres MarianneS), Martine Cerf (Egale), Geneviève Couraud (Assemblée des femmes), Catherine Coutelle (présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes), Monique Dental (Réseau féministe Ruptures), Pierre-Yves Ginet (Femmes ici et ailleurs), Annie-Laurence Godefroy (Fédération GAMS-Mutilations sexuelles féminines, mariages forcés), Lucie Jobin (Mouvement laïque québécois), Patrick Kessel (Comité Laïcité République), Huguette Klein (Réussir l'égalité femmes-hommes), Françoise Laborde (sénatrice de la Haute-Garonne), Françoise Laborde (Pour les femmes dans les médias), Laurence Marchand-Taillade (Forces laïques), Françoise Morvan (Coordination française pour le lobby européen des femmes), Maudy Piot (Femmes pour le dire, femmes pour agir), Céline Pina (Vivre la République), Michèle Roubinet-Loup (Fédération nationale solidarité femmes), Martine Roure (ancienne vice-présidente du Parlement européen), Darya Safai (mouvement Let Iranian Women Enter Their Stadiums), Inna Shevchenko (Femen), Sabine Salmon (Femmes solidaires), Annie Sugier (Ligue du droit international des femmes), Vivianne Teitelbaum (Conseil des femmes francophones de Belgique), Michèle Vianès (Regards de femmes), Michel Virard (Association humaniste du Québec).

